

PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et
de l'Environnement

ARRÊTÉ

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**prescriptions d'institution de servitudes
d'utilité publique**

**Communauté Urbaine Creusot Montceau
Château de la Verrerie
BP 69
71206 LE CREUSOT Cedex**

Installation de stockage de déchets non dangereux
de Montceau-les-Mines lieu-dit « Les Génétas »

N° DLPE-BENY-2016-139-3

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
VU les dispositions des articles L.515-8 à L.515-12 du code de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral n° 06/1895/2-3 du 4 juillet 2006 relatif au suivi du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de Montceau-les-Mines, notamment son article 8 prescrivant des restrictions d'usages et l'institution de servitudes publiques ;
VU l'avis du conseil municipal de Montceau-les-Mines émis lors de la séance du 07 décembre 2015 ;
VU l'avis du conseil municipal de Sanvignes-les-Mines émis lors de la séance du 29 février 2016 ;
VU l'avis de la communauté urbaine Creusot-Montceau émis lors de la séance du 17 décembre 2015 ;
VU l'avis de la direction des territoires en date du 21 octobre 2015 ;
VU l'avis de la direction générale des finances publiques en date du 23 octobre 2015 ;
VU l'avis du service interministériel de défense et de protection civile en date du 11 décembre 2015 ;
VU le rapport et les propositions en date du 31 mars 2016 de l'inspection des installations classées ;
VU l'avis en date du 21 avril 2016 du CODERST au cours duquel le demandeur, les maires et les propriétaires ont eu la possibilité d'être entendus ;
VU le projet d'arrêté porté le 21 avril 2016 à la connaissance du demandeur ;
VU l'absence d'observations formulées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT la présence de déchets ménagers et assimilés déposés par la Communauté Urbaine Creusot Montceau au cours de l'exploitation de la décharge située sur le territoire des communes de Montceau-les-Mines et Sanvignes les Mines ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer le maintien du confinement des déchets et la couverture mise en place lors du réaménagement du site ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer les travaux d'entretien des sols et l'accès aux installations de contrôle et de surveillance ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse dans le délai fixé de la direction interdépartementale des routes Centre Est à la suite de la transmission du projet d'institution de servitudes d'utilité publique en date du 06 janvier 2016 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles visées à l'article 2 du présent arrêté.

Ces servitudes sont destinées à permettre :

- la conservation des sols de recouvrement des déchets,
- les travaux d'entretien de ces sols de recouvrement,
- les travaux de remise en état rendus nécessaires par l'évolution du site,
- l'inspection régulière du site,
- la préservation et l'accès aux installations de contrôle, notamment aux piézomètres et inclinomètres.

Ces servitudes s'imposent aux propriétaires des terrains concernés.

ARTICLE 2- DEFINITION DES PARCELLES

Les parcelles cadastrées concernées par les servitudes prévues par le présent arrêté sont les suivantes, elles figurent sur le plan joint en annexe :

Communes	Lieu-dit	Section	N° cadastre	Superficie (m²)	Propriétaires
Montceau-les-Mines	Les Génatas	CK	6	1 312	CUCM
			121	4 657	CUCM
			215	1 242	CUCM
			221	2 695	CUCM
			275	1 438	CUCM
			277	1 346	CUCM
			279	854	CUCM
			280	53 390	CUCM
			281	550	France Domaine
			283	49	France Domaine
			284	1 045	CUCM
			285	35	France Domaine
			286	5	CUCM
			287	218	France Domaine
			288	926	CUCM
Sanvignes-les-Mines		AP	197	44 981	CUCM

ARTICLE 3 - SERVITUDES

Les servitudes applicables aux parcelles citées dans le tableau figurant à l'article 2 sont les suivantes :

3.1. – Sont interdits :

- la construction ou l'aménagement d'ouvrages et d'immeubles à usage d'habitation, y compris ceux directement liés et nécessaires à l'activité agricole, et de tout établissement recevant du public tels qu'établissements scolaires, établissements hospitaliers, pensionnats, maisons de retraite et centres commerciaux ;
- l'aménagement de terrains de sports, de terrains de camping ou de caravanning et de parcs de loisirs ou assimilés ;
- les dépôts d'hydrocarbures liés notamment à des installations de distribution de carburant, ainsi que le logement de fonction y afférent ;
- la réalisation d'étang ou de retenues d'eau, de puits ou de forage, à l'exclusion de ceux dédiés à la surveillance des eaux souterraines et de la stabilité du talus de la digue Nord ;
- la réalisation d'affouillements ou d'exhaussements du sol à l'exclusion de ceux liés aux travaux rendus nécessaires pour l'aménagement de la RCEA sur les parcelles limitrophes de ladite route ;
- tout aménagement ou construction portant atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ;
- les installations et travaux divers mentionnés aux articles L 442-1 et R 442-2 du code de l'urbanisme ;
- toutes cultures et élevages destinés à la consommation humaine ainsi que tous aménagements afférents, tout usage des eaux de l'étang, notamment la pêche,

3.2. – Tous les projets susceptibles de modifier l'état du sol ou du sous-sol et de perturber la mise en œuvre de prescriptions relatives à la surveillance du site sont interdits. En particulier sont également interdites :

- la réalisation d'excavations ou autres formes de cavités ainsi que tout décapage, susceptibles de créer des dépressions favorisant l'accumulation d'eau, gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers les fossés périphériques ou susceptibles de remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en mettant à jour le massif dans le cas d'excavations profondes ;
- la plantation d'espèces végétales à racines profondes, susceptibles de nuire à la conservation de la couverture ;
- l'intervention sur les digues périphériques, à l'exception des travaux liés à l'entretien et la maintenance de celles-ci ;
- toute opération de déplacement, enfouissement, suppression ou comblement, ou susceptible plus généralement de porter atteinte aux éléments suivants :
 - ◆ piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines,
 - ◆ inclinomètres de surveillance du talus de la digue Nord,
 - ◆ fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement.

- toute action ayant pour effet de détruire ou de détériorer les barrières et clôtures interdisant l'accès au site.

3.3. - Peuvent être autorisés :

- les ouvrages ou constructions directement liés au suivi environnemental du site ;

- les opérations d'entretien ou de reprises nécessaires par l'exploitant des ouvrages existants ;
- les opérations destinées à prévenir tout glissement de la digue Nord telles que prévues dans le dossier de cessation d'activité de mars 2005 ainsi que tous travaux visant l'aménagement de la RCEA au droit du site.

ARTICLE 4 – SERVITUDES D'ACCES

Les propriétaires des parcelles limitrophes aux parcelles visées à l'article 2 du présent arrêté laissent libre accès, et prévoient, si nécessaire, un chemin d'accès, aux représentants de la Communauté Urbaine Creusot Montceau les Mines, ou à toute personne mandatée par elle, ainsi qu'aux services de l'État compétents, pour accéder aux piézomètres présents et pour exécuter les travaux de surveillance et de maintenance qui pourraient être imposés à la Communauté Urbaine Creusot Montceau les Mines par voie d'arrêtés préfectoraux.

ARTICLE 5 – INFORMATION

5.1. – Tous travaux, toutes constructions ou démolitions, toutes interventions au sens de l'article 3 du présent arrêté, autres que les interventions d'entretien ou de contrôle courants, sur les parcelles définies à l'article 2 doivent être portés, au préalable, à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire.

5.2. – Toute transaction immobilière, totale ou partielle doit être portée, au préalable, à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire par le propriétaire. Le futur acquéreur doit être informé par le propriétaire dans les conditions de l'article L.514.20 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 - TRANSCRIPTIONS

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront publiées au service de la publicité foncière de la situation des immeubles par les soins de l'exploitant.

En application de l'article L153-60 du code de l'urbanisme, les servitudes définies par le présent arrêté doivent être annexées au plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines dans un délai de 3 mois.

ARTICLE 7

Les propriétaires des parcelles concernés, seront rendus destinataires du présent arrêté, dont copie sera également transmise aux maires de Montceau-les-Mines et Sanvignes-les-Mines.

Une deuxième ampliation sera déposée aux archives des communes de Montceau-les-Mines et Sanvignes-les-Mines pour y être communiquée à toute partie intéressée qui en fera la demande.

ARTICLE 8 – DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de l'excès de pouvoir.

Il peut être contesté devant la juridiction administrative de DIJON dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de la publication de la décision.

ARTICLE 9 – NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant, à Mme et M. les maires de Montceau-les-Mines et de Sanvignes-les-Mines et à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit, au fur et à mesure qu'ils sont connus.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment l'acte, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie des communes sur le territoire desquelles est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment l'acte, sera affiché pendant un mois à la porte des mairies par les soins des maires.

Un avis rappelant la délivrance de la présente décision et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 10 – EXECUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, MM. les sous-préfet de Chalon-sur-Saône et de Charolles, Mme et M. les maires de Montceau-les-Mines et de Sanvignes-les-Mines, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mâcon, le
Le préfet

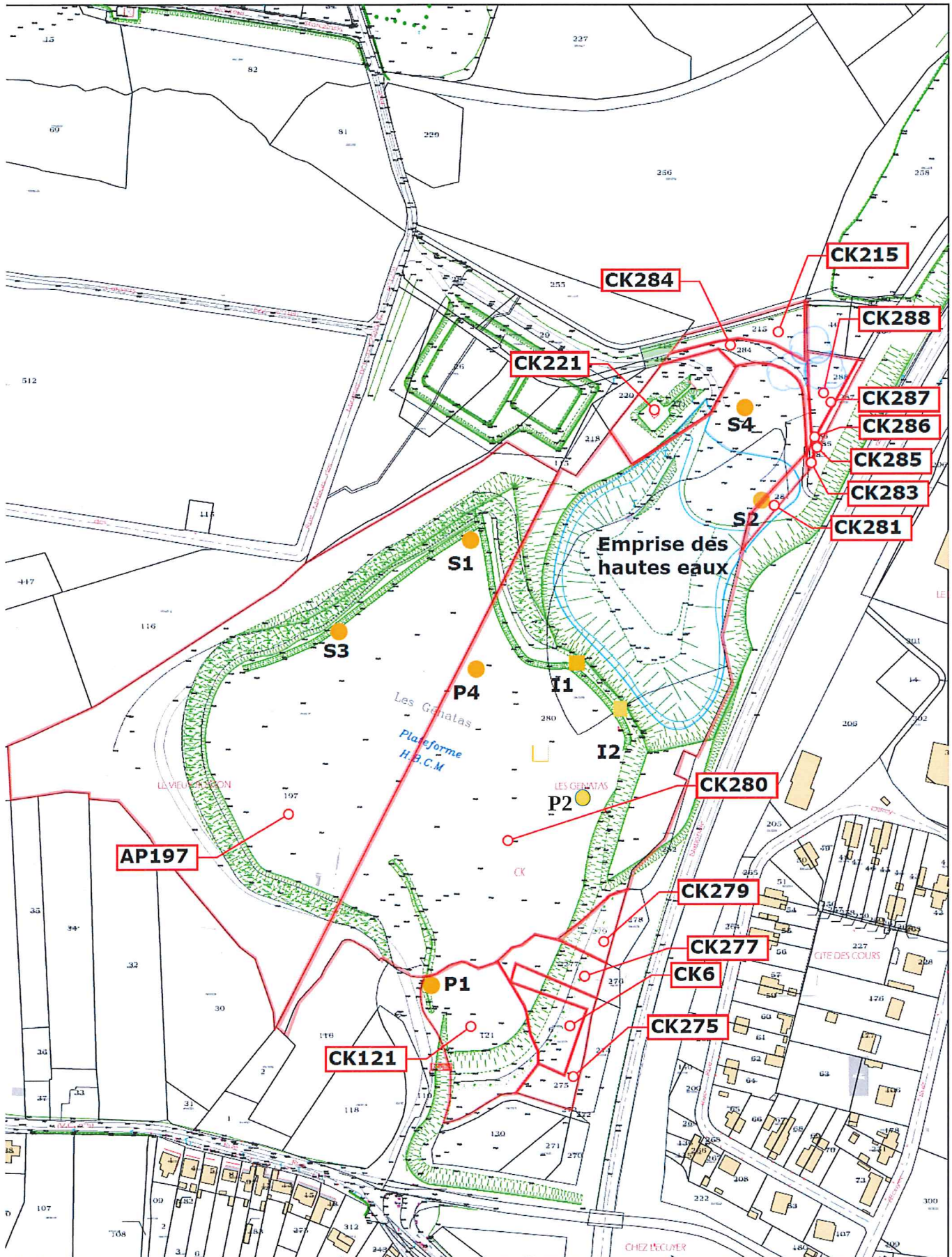
18 MAI 2016

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

Rachid BAKHTI

ANNEXE : Plan des parcelles concernées par les servitudes

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon, le 18 MAI 201
Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire
Bachir BAKHTI



SITE DES GENATAS